

Un an de manifestations à Gaza. Une nouvelle ère du combat des Palestiniens ?

Description

Tareq Baconi à?? 29 mars 2019



Yousef Masoud/SOP4 Images/Light Rocket via Getty Images

Un Palestinien agite des drapeaux alors que le gaz lacrymogène se répand depuis les canettes tirées par les troupes israéliennes pendant une manifestation près de Khan Younis, Bande de Gaza, le 22 mars 2019.

Alors que je roulais début mars de Jéricho à Ramallah, en Cisjordanie occupée, je remarquai une grande pancarte que les Palestiniens avaient installée en prévision de la Journée de la Terre le 30 du mois. La pancarte reproduisait la gravure de Banksy, que l'on voit maintenant partout, d'un manifestant, le nez et la bouche couverts, brandissant un bouquet de fleurs à vraisemblablement la place d'un cocktail Molotov vers un oppresseur invisible. Ce dessin avait été imprimé sous l'un des vers les plus connus du poète palestinien Mahmoud Darwish :

Sur cette Terre, il y a ce qui rend la vie digne d'être vécue.

La pancarte était pour moi un sinistre avertissement. La Journée de la Terre commémore l'assassinat en 1976 par les forces de sécurité israéliennes de six citoyens palestiniens qui manifestaient contre l'expropriation par le gouvernement de leur terre en Galilée. Ces tirs mortels ont constitué un jalon important dans la mémoire collective des Palestiniens ; l'empressement d'Israël à utiliser des tirs à balle réelle contre des citoyens non armés (évidemment inconcevable si les manifestants avaient été juifs) démontrait que les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de 1948 d'Israël étaient soumis, comme les Palestiniens des Territoires Occupés, à ce genre de mesures répressives létales.

Cette année, la Journée de la Terre coïncide avec le premier anniversaire des manifestations de la Grande Marche du Retour dans la Bande de Gaza, sur lesquelles j'ai écrit dans le Daily l'année dernière. Là aussi, un fort sentiment de mauvais augure prévaut, même si les organisateurs envisagent ambitieusement une marche « d'un million de personnes ». Depuis mars dernier, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, Israël a tué plus de 260 Palestiniens et en a blessé près de 6.400 à Gaza en utilisant des balles réelles. En tout, plus de 27.900 Palestiniens ont été blessés au cours des manifestations grâce à d'autres tactiques de dispersion des foules, dont les gaz lacrymogènes et les balles enrobées de caoutchouc. Près de 150 personnes sont devenues infirmes, obligées d'être amputées, ou restées paralytiques.

Quelques semaines seulement plus tard, une Commission Enquête de l'ONU a trouvé des motifs raisonnables de penser que les forces de sécurité israéliennes ont commis de graves violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire international en réalisant ces très grandes manifestations de civils. Selon l'enquête de l'ONU, les tireurs d'élite israéliens ont ciblé, et continuent de cibler, des enfants, des personnels de santé, des journalistes et des personnes handicapées, dont la plupart étaient identifiables et dont la très grande majorité était non armée et ne représentaient aucun danger pour la sécurité d'Israël. Un journaliste étranger, présent dans les manifestations, a décrié la conduite d'Israël envers les manifestants comme « des tirs lents et méthodiques ». Ces évaluations ont été renforcées par des enregistrements vidéo de manifestations et ont été corroborées par les rapports d'organisations de droits de l'homme israéliennes et palestiniennes.

Comme dans la manifestation originelle de la Journée de la Terre des décennies plus tard, même si c'est sur une plus grande échelle aujourd'hui, Israël a à nouveau utilisé une force létale contre des civils palestiniens engagés dans une lutte pour leurs droits. Dans l'actualité sanglante de Gaza, la conviction que des manifestations pacifiques sont une célébration de la vie, symbolisée par la pancarte à l'entrée de Ramallah, paraît presque naïve. L'expérience des Gazaouis au cours des cinquante deux dernières semaines a plutôt été un sinistre présage, et aussi un nouveau rappel, de la facilité avec laquelle une mobilisation populaire est écrasée et combien stupéfiant en est le coût.

La Grande Marche du Retour de 2018 n'a pas commencé comme une opération politique organisée par le Hamas, mais comme un appel venu des militants et des habitants ordinaires issus du peuple. Des dizaines de milliers de résidents de la Bande de Gaza, territoire de la taille du contour de Philadelphie mais avec une population beaucoup plus dense de près de deux millions, a commencé à se rassembler le long de la barrière qui sépare Gaza d'Israël et y maintient les Palestiniens dans l'isolement. Les marches du Retour, qui visent à faire valoir le droit des réfugiés palestiniens à leurs foyers d'origine, ont une longue histoire et ont proliféré dans la diaspora palestinienne en Syrie et au Liban, ainsi qu'à l'intérieur d'Israël lui-même. A un moment où le mouvement national palestinien est particulièrement faible et fragmenté, dresser la bannière du retour a offert un cadre unificateur qui transcende les divisions politiques et géographiques, celui qui est enraciné dans l'exigence palestinienne universelle du droit au retour, tel qu'inscrit dans la Résolution 194 de l'ONU, qui a été votée en 1948 et a depuis été réaffirmée. Pour Israël, l'exigence du retour des Palestiniens *en masse* représente une menace existentielle pour la majorité juive de l'État.

D'autres questions urgentes ont propulsé les manifestations de 2018. La plus pressante était le désastre et la nécessité de lever le blocus étouffant sur Gaza, maintenant dans sa douzième année. D'après l'évaluation de l'ONU, l'année prochaine, Gaza ne sera plus habitable par des humains à cause de la grave pénurie en eau potable, de la poursuite de la crise énergétique et de la haute probabilité d'une épidémie sanitaire. Grâce à des manifestations pacifiques à grande échelle, les Palestiniens ont voulu envoyer au monde une image de Gaza et obliger la communauté internationale à agir pour mettre fin à leurs

souffrances. De nombreux Gazaouis ont marché aussi pour protester contre la politique de l'administration Trump envers les Palestiniens. Particulièrement insultante, a dit un haut responsable d'un ONG de Gaza, fut la politique américaine envers les réfugiés palestiniens qui a culminé avec le retrait du financement par les Etats Unis de l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés Palestiniens au Proche Orient (UNRWA). Pour beaucoup de Gazaouis, les services fournis par cet office en font une question de vie ou de mort.

A beaucoup d'égards, tout au long de l'année, les manifestations n'ont pas réussi à atteindre leurs buts.

Les Gazaouis ont raconté le sentiment de jubilation qui prévalait l'année dernière à cette époque. Les gens de toutes affiliations politiques et de toutes origines sociales ont rejoint les marches, qui étaient initialement prévues pour durer jusqu'au 15 mai, pour l'anniversaire de *al-Nakba*, ou « catastrophe », qui est arrivée au Palestiniens avec la création de l'Etat d'Israël en 1948. Les manifestations étaient pacifiques et des membres de la famille de tous âges, y compris les femmes et les enfants, y participaient dans un élan commun, qui semblait annoncer un éloignement plein d'espoir de la militarisation du Hamas et une orientation vers une nouvelle politique de manifestation non violente et de désobéissance civile. Les Palestiniens d'autres territoires ont accueilli les manifestations comme une inspiration, un moment beaucoup trop rare d'unité et de solidarité courageuses, et une affirmation de l'image que les Gazaouis ont eux-mêmes comme étant le socle de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne continue.

Cependant, avant même le commencement des manifestations, Israël a décidé de dire que c'était des « manifestations du Hamas » et les responsables israéliens ont exprimé l'inquiétude que des attaquants armés puissent briser la barrière et pénétrer dans les centres de population israélienne. Cette présentation préventive a ouvert la voie à Israël pour répondre avec une force disproportionnée. Le premier jour, entre 40.000 et 50.000 Palestiniens se sont rassemblés dans les zones proches de la barrière que le groupe organisateur de la manifestation, le Haut Comité National, qui comprenait des représentants des différentes factions politiques ainsi que des dirigeants communautaires et des militants des droits de l'homme, avait désigné auparavant. Beaucoup ont décrit l'atmosphère initiale ce jour-là comme « festive ». Au cours des heures, les tireurs d'élite israéliens, en s'acheminant sur les monticules surélevés juste derrière la zone tampon à l'intérieur de Gaza, ont tué dix huit Palestiniens et en ont blessé 703 autres par des tirs à balles réelles ; la plus jeune victime fut un garçon de deux ans avec une blessure à la tête, la plus âgée fut une femme de soixante et onze ans atteinte aux jambes. Le manque de toute réaction mondiale a permis que se perpétue un schéma de manifestants non armés rencontrant une force létale excessive, et ce sur une base hebdomadaire.

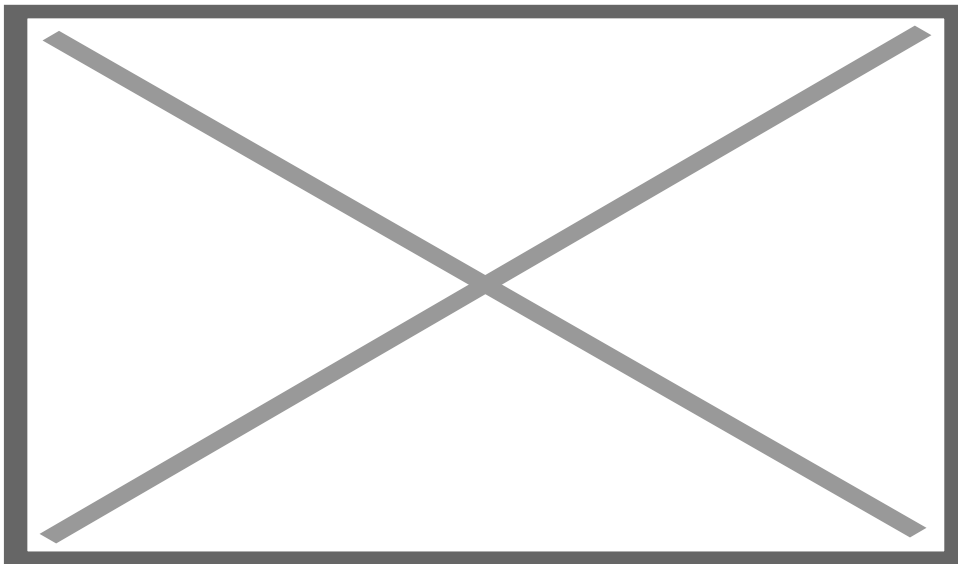
En tant qu'entité gouvernante de la Bande de Gaza, le Hamas avait approuvé les manifestations et fourni un soutien logistique à ceux qui coordonnaient les marches. L'organisation était également activement impliquée dans le Haut Comité des Manifestations. Mais, comme l'a découvert l'enquête de l'ONU, la participation du mouvement n'a pas altéré le caractère civil des manifestations. Avec d'autres groupes politiques, le Hamas a respecté et renforcé l'appel des manifestants pour que les manifestations soient non armées. Pendant la durée prévue des marches, du 30 mars au 15 mai, aucune roquette n'a été tirée par le Hamas ou d'autres factions, malgré la politique israélienne de tirs réels.

La puissance du « discours sur le Hamas » par Israël est telle que le simple fait que le Hamas participe a conduit à l'accusation comme quoi ces manifestations étaient des attaques terroristes qui méritaient une réponse militaire. L'utilisation par Israël de l'étiquette Hamas a neutralisé, auprès des

gouvernements de la communauté internationale, l'image de David contre Goliath qui, dans le passé, avait été un atout efficace des relations publiques des soulèvements populaires, notamment pendant la Première Intifada (1987-1991) qui avait gagné la sympathie mondiale pour la cause palestinienne.

Tandis que le nombre de Palestiniens morts et blessés s'élevait à Gaza, le secteur des soins de santé était dépourvu et s'est affaibli sous le poids des victimes. Mais la nature des marches a elle aussi commencé à changer après les six premières semaines : les manifestants ont adopté des tactiques plus agressives, utilisant des frondes, jetant des pierres, brûlant des pneus, coupant les barbelés et faisant voler des dispositifs incendiaires sur des cerfs-volants et des ballons pour essayer d'endommager les biens et les terres agricoles à l'intérieur d'Israël. L'enquête de l'ONU a conclu que ces actions étaient, pour la plupart, inorganisées et sporadiques, et qu'elles n'étaient pas coordonnées par le Hamas ou d'autres groupes organisés. Cependant, les manifestations sont restées très majoritairement non armées et très attendues et n'ont représenté aucune menace repérable pour les civils israéliens qui puisse justifier la politique de tirs réels d'Israël.

Beaucoup font référence à la mi-mai comme à un tournant décisif. Plusieurs événements se sont déroulés : l'anniversaire de *al-Nakba*, la fin officielle des manifestations et le démantèlement de l'ambassade américaine à Jérusalem. Le 14 mai, environ 40.000 Palestiniens ont manifesté à Gaza contre le démantèlement de l'ambassade. L'armée israélienne a fait circuler l'annonce d'une vidéo avertissant que « l'organisation terroriste du Hamas prévoit d'envoyer des terroristes armés au milieu de 250.000 émeutiers violents pour aller en nombre briser la frontière d'Israël avec Gaza et entrer dans les communautés israéliennes », [Le Hamas] prévoit de perpétrer un massacre en Israël ». Il n'y a pas eu de preuve pour étayer ces prétentions de violence, même si des manifestants ont appelé à faire une brèche dans la barrière. Néanmoins, ce jour-là, les tireurs d'élite israéliens ont tué quelque soixante manifestants palestiniens et en ont blessé plus de 1.100 à balles réelles, la plus grande mortalité en un seul jour depuis 2014.



Abd Rahim Khatib/Anadolu Agency/Getty Images

Des soldats surveillent une manifestation de la Grande Marche du Retour depuis un poste militaire israélien qui surplombe la barrière près de Rafah, Gaza, le 22 mars 2019.

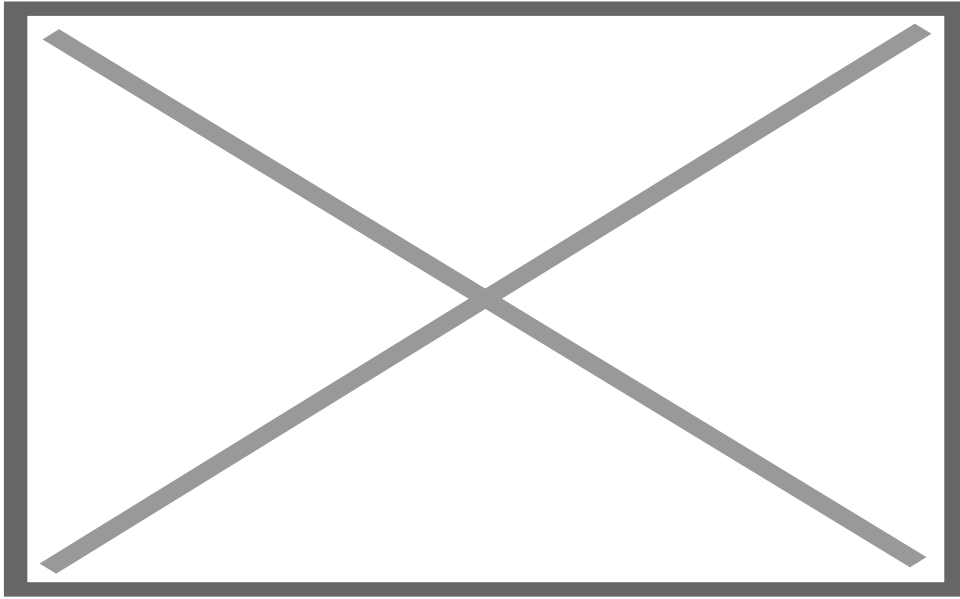
Après ce jeudi, le Hamas et le Jihad Islamique, plus petite faction armée islamiste, sont revenus à la tactique militaire qu'ils avaient utilisée contre Israël pendant la décennie précédente après que le Hamas ait pris le contrôle de la Bande de Gaza en 2007. Alors que les diverses factions avaient d'abord adopté une stratégie de retenue, à partir du 15 mai, le Hamas a commencé à répondre avec des tirs de roquettes à la détermination apparente d'Israël de tirer sur les civils.

Quelques Gazaouis ont dit qu'ils soutenaient la décision du Hamas et de nombreux appels sont arrivés à ce moment-là sur les médias sociaux pour que le Hamas défendît la ligne de front contre les tirs israéliens. D'autres ont parlé de leur frustration de voir le mouvement de protestation être militarisé par le Hamas, et de leur inquiétude que cela joue simplement en faveur de l'argument sécuritaire d'Israël ; et ils ont exprimé leur douleur à l'idée de continuer à manifester comme des cibles faciles face aux tireurs à l'élite israéliens. Comme les tirs de roquettes en représailles du Hamas et autres groupes armés contre les communautés israéliennes en périphérie de Gaza reprenaient, tactique également condamnée en tant que crime de guerre à cause de sa nature aveugle, les manifestations ont diminué de volume, les jeunes Palestiniens lançant plus de ballons et cerfs volants incendiaires et causant de plus graves dommages aux terres agricoles israéliennes toutes proches.

Le retour du Hamas à sa stratégie militaire risquait d'entraîner les parties dans une nouvelle escalade du conflit dans la Bande de Gaza, jusqu'à ce que l'Égypte et l'ONU interviennent pour ressusciter les canaux diplomatiques indirects entre les parties et amènent Israël à la table de négociations. Beaucoup de Palestiniens ont eu le moral en berne après cette suite d'événements : l'absence d'un mouvement populaire avait échoué à engager la communauté internationale, la réaction militaire du Hamas avait augmenté la probabilité de pourparlers de cessez-le-feu. Cela a simplement renforcé chez les Palestiniens l'idée qu'Israël, et la communauté internationale, ne réagissent qu'à des démonstrations de force.

Le Hamas et Israël sont restés en pourparlers depuis l'été dernier, culminant dans un accord indirect de cessez-le-feu en novembre. Sur la base de cet accord, Israël autorise aujourd'hui le Qatar à envoyer de l'assistance humanitaire à la Bande de Gaza, le Hamas conservant en échange sa contrainte militaire et maintenant l'ordre dans les manifestations de la Grande Marche du Retour. Quand Israël interrompt la bouée de sauvetage du fuel et du financement de la part du Qatar, généralement pour réagir aux tirs de roquettes ou autres provocations associées aux manifestations, le Hamas augmente l'ampleur et l'intensité des marches pour accroître la pression sur Israël. Cette dynamique a atteint un nouveau pic de tension quand le Hamas a tiré des roquettes le 14 mars sur la zone de Tel Aviv, par erreur a-t-on dit à cette occasion, et à nouveau le 25 mars, blessant sept Israéliens, dans une tentative apparente de forcer Israël à s'occuper de la situation économique dans la Bande de Gaza.

Ce qui a ainsi commencé comme un mouvement social avec un soutien populaire sincère à Gaza, risque un an plus tard d'être entièrement incorporé dans le circuit fermé nihiliste de belligérance épisodique qui caractérise les relations entre Israël et le Hamas.



Hassan Jedi/Anadolu Agency/Getty Images

Nahi Alhewty, résidente de Gaza, réagit aux destructions causées par les frappes aériennes israéliennes pour se venger d  une attaque de roquette du Hamas, Gaza ville, 26 mars 2019.

Aujourd  hui, il y a des Gazaouis qui célèbrent la capacité du Hamas    transformer les manifestations en concessions de la part d   Isra  l. Il y a pourtant aussi du d   sespoir    voir que, étant donné les sacrifices, ces gains ont été minimes et n   ont en rien rapproché le but qui est la levée du blocus. Il y a également un ressentiment très largement répandu que le Hamas s   est approprié le militantisme populaire grâce    son intervention. Après l   aide déversée    Gaza en échange du maintien de l   ordre dans les marches par le Hamas, les Palestiniens l   ont am  remment dénoncé comme un marché    sang contre argent    gr  ce auquel ces versements d   argent ont servi de fa   son disproportionnée les intérêts de faction du Hamas. Ce ressentiment grandissant s   est renforcé ces dernières semaines quand le Hamas a organisé sa propre répression brutale contre les Gazaouis qui manifestaient pour protester contre la misère économique dans la Bande.

L   all  gresse qui a été la marque des premiers jours des marches l   ann  e dernière et la croyance optimiste qu   un soulèvement populaire pourrait offrir une alternative    la politique officielle de résistance militarisée du Hamas a c  d   la place au cynisme. Moins de Gazaouis ont rejoint les manifestations sur la ligne de front, et les marcheurs représentent une partie moins importante qu   auparavant de la société palestinienne. Aujourd   hui, les familles essaient d   emp   cher leurs enfants d   aller    la barrière. Des adolescents qui allaient l   ann  e dernière chercher la gloire et l   impression de maîtriser leur vie, beaucoup sont revenus handicapés et plus d   pourvus d   espoir que jamais ; moins nombreux sont ceux qui ne voient aucune utilité    y prendre place. J   ai appris que le d   sespoir économique auquel ils font face est tel que quelques uns souhaitent considérer le revenu additionnel d   aide sociale qui pourrait leur être d   s   ils devaient subir une amputation, une fa   son d   all  ger la dureté de vie de leurs familles.

L   utilisation par Israël d   une force écrasante pour répondre aux manifestations est une histoire assez familière pour la plupart des Palestiniens. Il en est de même avec l   assujettissement des actions populaires et des mouvements sociaux par les factions politico-militaires palestiniennes, non seulement le Hamas, mais aussi l   Autorit   Palestinienne en Cisjordanie et, avant elle, l   Organisation de Libération de la Palestine. Mais tandis que les Palestiniens d   battent des vertus d   un changement vers une lutte fondée sur les droits,

exigeant une totale égalité du fleuve à la mer, la fâcheuse situation de Gaza démontre combien périlleux est le chemin pour y arriver.

En l'absence d'une gouvernance palestinienne effective ou unifiée, encore moins d'une direction représentative, et au milieu d'un remaniement de l'ordre régional et international qui a marginalisé la cause palestinienne, beaucoup de Palestiniens ont l'impression qu'il s'agit d'un combat de plus en plus vital. Il n'y a pas que les Gazaouis qui risquent de perdre avec le musellement des manifestations populaires. Quarante trois ans après les marches de la première Journée de la Terre en Israël, les citoyens palestiniens d'Israël font face à une discrimination plus institutionnalisée que jamais. La Loi sur l'État Nation votée l'année dernière affirme que seuls les Juifs ont droit à l'autodétermination à l'intérieur d'Israël. La codification d'un statut inférieur pour les Palestiniens en Israël a été ratifiée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui a récemment affirmé qu'Israël n'est « pas un Etat de tous ses citoyens », avant de revenir partiellement sur ses remarques à stratégie qu'il a déployé dans le passé pour parler à la droite dure israélienne, sans aliéner totalement des soutiens plus libéraux à l'étranger. Même Benny Gantz, principal rival politique, et plus centriste, de Netanyahu dans les élections législatives imminentes en Israël, a publiquement carté ce mois-ci toute possibilité d'alliance politique avec les partis arabes à la Knesset.

La trajectoire droite de la politique israélienne et le consensus croissant derrière l'annexion de facto de la Cisjordanie par Israël commencent inconsciemment à transformer les Palestiniens, fragmentés en vases clos territoriaux et politiques, en une seule entité collective confrontée aux différents aspects d'un même pouvoir oppressif : un Etat israélien qui discrimine les Palestiniens au profit des Juifs sur le territoire tout entier. La promesse d'un mouvement populaire largement attendu qui défie l'hégémonie israélienne est attrayante, sinon effrayante pour certains et irréaliste pour d'autres. Beaucoup de jeunes Palestiniens s'inspirent cependant de l'héritage du mouvement américain des Droits Civiques et de la lutte anti-apartheid d'Afrique du Sud, ainsi que de leur propre longue histoire de résistance populaire. Dans ce contexte, la Grande Marche du Retour est bien qu'actuellement refoulée par les obstacles auxquels fait face un peuple sous occupation et n'est qu'un relais dans la longue lutte qui les attend.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : The New York Review of Books

date créée
2019/04/08